Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio
N° 1151 le 25 octobre 2020

Dans ce numéro

FORMULATION D'ARTICLES
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au moins quatorze morts après une frappe américaine dans le nord-ouest de la Syrie...
L'armée américaine a annoncé avoir mené hier soir une frappe dans le nord-ouest syrien, une frappe visant des responsables d'Al-Qaïda réunis près d'Idleb, dernier bastion hostile au régime du président syrien Bachar Al-Assad. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme au moins quatorze terroristes ont été tués.
(Médi-1, le 23-10-2020)

Un projet de loi pour permettre aux services de renseignement allemands la surveillance des conversations cryptées sur *WhatsApp*...
Le gouvernement allemand a ouvert la voie ce mercredi à une surveillance par les services secrets des conversations cryptées sur des messageries de type *Messenger* ou *WhatsApp*, une mesure censée mieux combattre le terrorisme. Un projet de loi élaboré après une série d'attentats d'extrême droite dans le pays a été adopté en conseil des ministres et devra encore être validé par les députés du Bundestag. Selon ce texte l'Office pour la protection de la constitution, soit les services de renseignement allemands, et les services de contre-espionnage militaires seront à l'avenir autorisés à surveiller non seulement les conversations en cours via *Messenger*, mais aussi les messages cryptés déjà envoyés sur cette plateforme en s'aidant notamment de logiciels espions.
(Deutsche Welle, le 21-10-2020)

L'Indonésie refuse le déploiement d'avions espions P-8 *Poséidon* de l'US Navy sur son territoire...
Le gouvernement indonésien a rejeté la proposition du gouvernement américain de déployer des avions espions *Poséidon* P-8 sur son territoire pour surveiller les mouvements militaires chinois dans les eaux de la région. Selon *Reuters*, plusieurs sources proches du dossier au sein du gouvernement indonésien ont déclaré que des responsables américains avaient contacté les ministres de la Défense et des Affaires étrangères du pays à plusieurs reprises en juillet et en août et avaient fait la proposition. L'offre a finalement été rejetée par le président indonésien Joko Widodo. « Le bureau présidentiel indonésien, le département d'État américain et l'ambassade des États-Unis à Jakarta ont refusé de commenter ce sujet » rapporte *Reuters*. Selon des sources indonésiennes, les responsables de Jakarta sont surpris par l'offre de Washington en raison du niveau élevé de neutralité de la politique étrangère de l'Indonésie, car ce pays ne permettra jamais aux armées étrangères d'opérer à partir de son territoire. « Les avions de surveillance et de reconnaissance P-8 jouent un rôle clé dans la surveillance des mouvements militaires de la Chine dans la mer de Chine méridionale » poursuit le rapport.
(Press TV, le 21-10-2020)

… TERRORISME …

Un terroriste présumé abattu par les forces de sécurité indiennes dans le sud du Cachemire...
Dans le territoire de l'Union du Jammu-et-Cachemire, un autre terroriste a été tué lors d'un affrontement qui a éclaté hier soir entre des terroristes et les forces de sécurité dans la région de Melhora, dans le district Shopian du sud du Cachemire, ce qui fait monter le nombre de terroristes tués dans cette fusillade à deux. Selon des sources policières, une équipe conjointe des forces de sécurité a lancé une opération de recherche dans le village de Melhora suite aux informations fournies par les services de renseignement sur la présence de terroristes dans la région. Alors que l'équipe conjointe s'approchait de l'endroit suspect, ces derniers ont tiré sur eux et deux terroristes ont été tués en représailles. L'identité des deux terroristes tués est en cours de vérification. Un fusil AK et un pistolet ont été retrouvés en leur possession.
(All India Radio, le 20-10-2020)

Au moins douze morts et une centaine de blessés après un attentat à la voiture piégée dans le centre de l'Afghanistan...
En Afghanistan, au moins douze personnes ont été tuées et plus de cent blessées dans un attentat suicide à la voiture piégée dans l'ouest de la province de Ghor, hier matin. L'attaque a eu lieu près d'un bureau de police dans la région de Firozkoh. Tariq Arian, porte-parole du ministère de l'Intérieur afghan, l'a confirmé dans un *Tweet*. Le porte-parole a en outre écrit dans le *Tweet* que les taliban étaient responsables de l'explosion. Les responsables affirment que de nombreux blessés sont dans un état critique.
(All India Radio, le 19-10-2020)

À Kaboul, au moins dix-huit morts après un attentat suicide revendiqué par le groupe État islamique...
Dans la capitale de l'Afghanistan, Kaboul, dix-huit personnes ont été tuées et plus de cinquante autres ont été blessées dans un attentat suicide, qui visait apparemment un centre d'éducation. L'explosion s'est produite samedi. Selon le gouvernement afghan, cet attentat suicide semble avoir été perpétré par une seule personne. La police locale précise que l'assaillant, stoppé par des agents de sécurité, a déclenché ses explosifs avant de pouvoir pénétrer dans le centre. Le groupe État islamique a revendiqué l'attentat. Ce drame s'est produit dans une partie de la capitale peuplée par de nombreux membres de la minorité chiite des Hazaras. Cette zone est régulièrement la cible des militants de l'EI. Les taliban ont nié toute implication. Le gouvernement afghan et les taliban ont entamé des discussions à propos d'un cessez-le-feu, le mois dernier. Mais le pays fait face à un défi de taille pour y restaurer la sécurité, le nombre de victimes des attaques terroristes continuant d'augmenter.
(Radio Japon international, le 25-10-2020)

Le dialogue serait possible avec certains groupes djihadistes du Sahel, selon Antonio Guterres...
Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, estime le dialogue possible avec certains groupes djihadistes au Sahel, mais pas avec les plus radicaux comme l'État islamique, alors qu'une telle question se pose avec de plus en plus d'insistance, notamment au Mali. « Il y aura des groupes avec lesquels on pourra parler, et qui auront intérêt à s'engager dans ce dialogue pour devenir des acteurs politiques dans le futur » relève-t-il dans une interview au quotidien français *Le Monde* daté de mardi. « Mais il reste ceux dont le radicalisme terroriste est tel qu'il n'y aura rien à faire avec eux » ajoute-t-il en citant l'exemple de l'État islamique, absent des discussions de paix en Afghanistan. Le commissaire de l'Union africaine à la Paix et la Sécurité, Smaïl Chergui, a appelé le 14 octobre à explorer le dialogue avec les extrémistes dans le Sahel afin de faire taire les armes, à l'image de l'accord conclu entre les États-Unis et les taliban afghans le 29 février. Cette déclaration intervient alors qu'un récent échange par le gouvernement malien de quelque 200 détenus contre quatre otages - un dirigeant malien d'opposition, Soumaïla Cissé, la Française Sophie Pétronin et deux Italiens - a relancé les spéculations sur une reprise des contacts esquissés avec les djihadistes. « En Afghanistan, il y a un groupe terroriste avec lequel le dialogue est impossible, c'est l'État islamique. Sa vision est tellement radicale qu'elle ne comporte aucune perspective de discussion possible » a souligné Antonio Guterres. Le secrétaire général de l'ONU a par ailleurs relevé que le dispositif sécuritaire en place n'est pas suffisant au Sahel et appelé à plus de solidarité internationale envers cette région. Les Nations unies espèrent mobiliser 2,4 milliards de dollars (deux milliards d'euros) d'aide, notamment humanitaire, lors d'une

réunion ministérielle en visioconférence mardi. « La MINUSMA, force onusienne au Mali, a un mandat trop étroit pour permettre un combat efficace contre la menace terroriste » a estimé Antonio Guterres. « Les possibilités de *Barkhane* (force française de plus de 5 000 hommes) sont aussi limitées face à l'étendue du territoire à contrôler » a-t-il noté. « Quant à la force conjointe du G5-Sahel, elle manque de moyens et de capacités pour répondre au défi gigantesque de sécurité » a-t-il pointé en déplorant le refus des États-Unis de la placer sous financement onusien. « La réponse internationale doit être plus forte » a martelé le secrétaire général. « Il faut bien plus de solidarité de la communauté internationale, mais aussi changer le cadre dans lequel les forces africaines opèrent » a-t-il insisté.
(Africa Radio, le 19-10-2020)

L'attaque d'une prison, dans l'est de la République démocratique du Congo, revendiquée par le groupe État islamique...
En République démocratique du Congo une attaque revendiquée par l'organisation État islamique et menée par les ADF, des rebelles musulmans ougandais installés dans la région depuis 1995, mardi contre une prison à Beni dans l'est du pays a entraîné l'évasion de plusieurs centaines de détenus dans une région traumatisée par des massacres de civils depuis six ans.
(La voix de l'Amérique, le 21-10-2020)

Six militaires tchadiens tués par des membres présumés de Boko Haram dans la région du lac Tchad...
Six soldats tchadiens ont été tués dans une embuscade de Boko Haram dans la région du lac Tchad, où les djihadistes multiplient les attaques meurtrières contre les civils et les forces de sécurité, a annoncé l'armée mardi. Cette vaste étendue d'eau et de marécages parsemée d'îlots habités sert de repaire à ce groupe originaire du Nigeria voisin ou à une branche dissidente, le groupe État Islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). « Une patrouille de reconnaissance est tombée dans une embuscade de Boko Haram à Tchoukou Maria, un groupe d'îlots sur la frontière entre le Tchad et le Nigeria » a annoncé à l'*AFP* le porte-parole de l'armée tchadienne, le général Azem Bermendoa Agouna. « Six soldats ont péri, douze ont été blessés et les militaires ont tué une dizaine de terroristes » a-t-il assuré. L'insurrection de Boko Haram est née en 2009 dans le nord-est du Nigeria avant de se propager dans les pays voisins, notamment autour du lac Tchad : Niger, Cameroun et Tchad. Depuis, plus de 36 000 personnes, principalement au Nigeria, ont été tuées, et trois millions ont dû fuir leur domicile, selon l'ONU. En 2016, Boko Haram s'est scindé en deux branches : la faction dirigée par son chef historique, Abubakar Shekau, et l'ISWAP, affilié au groupe État islamique. L'armée tchadienne avait déclenché en avril une vaste offensive contre Boko Haram après la mort d'une centaine de soldats dans une attaque du groupe djihadiste dans une de ses bases du lac Tchad.
(Africa Radio, le 21-10-2020)

L'attaque d'un poste de police du sud de la Tanzanie revendiquée par le groupe État islamique...
Environ 300 terroristes ont récemment attaqué un poste de police dans le sud de la Tanzanie, près du Mozambique, une attaque revendiquée par le groupe État islamique qui mène depuis trois ans une insurrection djihadiste dans le pays voisin, a indiqué la police tanzanienne. L'attaque a eu lieu à Kitaya, dans la région de Mtwara la semaine dernière, a déclaré mercredi lors d'un point de presse sur l'île de Pemba, dans l'archipel de Zanzibar, le chef de la police tanzanienne, Simon Sirro, faisant état de plusieurs morts, sans donner de bilan exact, selon une vidéo du point de presse vue jeudi par l'*AFP*. La région de Mtwara, à environ 35 kilomètres à vol d'oiseau de la frontière tanzanienne, abrite des champs gaziers. La branche d'Afrique centrale du groupe État islamique (ISCAP) avait revendiqué le 15 octobre une attaque la veille dans la région de Mtwara, affirmant avoir tué et blessé de multiples éléments de l'armée tanzanienne, sans autre détail. La province de Cabo Delgado, dans le nord-est du Mozambique et frontalière de la Tanzanie, est le théâtre depuis 2017 d'une insurrection djihadiste menée par un groupe surnommé localement Al-Shaabab (les jeunes en arabe) qui a fait allégeance en 2019 à l'État islamique. La crise a déjà fait, selon l'ONU et des ONG, plus de 2 000 morts et 300 000 déplacés, dans une région stratégique pour l'exploitation d'immenses réserves de gaz naturel liquéfié. Des élections présidentielles et législatives sont prévues le 28 octobre en Tanzanie. « Des suspects de l'attaque du 14 octobre ont déjà été arrêtés, certains sont des Tanzaniens qui coopèrent avec d'autres personnes d'autres pays » a déclaré mercredi le chef de la police. « Nous interrogeons certains suspects pour obtenir tout leur réseau ». Selon M. Sirro, les suspects sont membres d'un réseau terroriste qui a déjà tué en Tanzanie, notamment des édiles locaux en 2017 dans la région de Kibiti, dans l'est de la

Tanzanie. Des policiers avaient également été tués dans cette zone l'année précédente, sans que les auteurs soient clairement identifiés, même s'il était avancé qu'ils venaient du Mozambique. « Certains de ces tueurs avaient franchi la frontière vers le Mozambique et maintenant ils veulent revenir. Nous les éliminerons, qu'ils soient en Tanzanie ou dans n'importe quel pays voisin où ils se réfugient » a-t-il assuré. En novembre 2019, six Tanzaniens avaient été tués dans une précédente attaque dans la région de Mtwara, sur un îlot situé côté tanzanien d'une rivière marquant la frontière avec le Mozambique, d'où venaient vraisemblablement les assaillants.
(Africa Radio, le 23-10-2020)

… ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT …

Aux États-Unis, inculpation de six membres des services de renseignement militaires russes accusés de cyberattaques mondiales...
Six agents des services de renseignement militaires russes ont été inculpés par la justice américaine. Ils sont accusés de cyberattaques mondiales ayant notamment visé le parti d'Emmanuel Macron avant les élections françaises de 2017, ainsi que les Jeux olympiques de 2018 en Corée du Sud.
(Radio Vatican, le 20-10-2020)

Le service de renseignement militaire russe aurait organisé une cyberattaque afin de saboter les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de Pyeongchang qui se sont déroulés en 2018. C'est ce qu'a rapporté l'agence de presse britannique *Reuters*, en citant un communiqué publié hier, par le secrétaire d'État des Affaires étrangères et du Commonwealth, Dominic Raab. Selon ce document, l'unité 74455 du GRU, le service de renseignement militaire russe, a désactivé des millions d'ordinateurs, paralysé les accès à internet, et perturbé la diffusion d'émissions, tout en tentant de se dissimuler derrière des profils de hackers chinois ou nord-coréens. Le chef de la diplomatie britannique a ajouté que la Russie avait lancé une nouvelle attaque en ciblant les JO d'été de Tokyo en attaquant le comité d'organisation et des sponsors, et que les pirates avaient préparé de faux sites web et comptes des principaux responsables. Il n'a cependant pas apporté de détails précis ni expliqué si cette tentative avait été réussie. Londres a dénoncé fermement les agissements illicites et imprudents du GRU sur les derniers JO d'hiver.
(KBS World Radio, le 20-10-2020)

Les hackers du service de renseignement militaire russe (GRU) responsables de la cyberattaque contre les Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang en 2018 ont préparé leur plan deux mois avant l'ouverture. Ils ont amorcé les préparatifs en novembre 2017, juste avant que le Comité international olympique (CIO) n'impose des sanctions à la Russie suite au dopage de plusieurs sportifs, et ont lancé leur action un mois plus tard. Cette information provient de l'acte d'accusation dévoilé hier par le département américain de la Justice. Les États-Unis poursuivent ainsi six Russes impliqués. Selon le document, les pirates russes ont envoyé des e-mails contenant un logiciel malveillant à des centaines d'organismes, y compris le CIO et des autorités des jeux, en usurpant l'identité du comité lui-même. En décembre 2017, ils ont transféré 28 courriers électroniques intitulés « Proposition de coopération supplémentaire » à 220 adresses, dont 78 en coréen à destination de cinq entreprises sponsors. Et ce n'est pas tout. Les agents du GRU ont recherché la faiblesse du site web du Comité olympique sud-coréen et de Kepco, la compagnie nationale d'électricité, entre autres. Ils ont aussi endommagé les réseaux informatiques d'une société de TIC qui offrait son service pour l'événement sportif mondial. Qui plus est, ils ont conçu une application mobile qui active des logiciels nuisibles. Leur tentative de hacking s'est poursuivie jusqu'au jour J.
(KBS World Radio, le 21-10-2020)

Selon Londres, le GRU aurait organisé des cyberattaques contre des personnalités impliquées dans l'organisation des JO de Tokyo...
Le Royaume-Uni affirme que le GRU, le service de renseignement militaire russe, a organisé des attaques informatiques contre des personnalités impliquées dans l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo. Les attaques auraient été menées avant le report des Jeux, décidé cette année. Londres a expliqué lundi que le GRU avait mené une « cyber-reconnaissance » ciblant les organisateurs, les services logistiques et les partenaires des Jeux. Le gouvernement britannique n'a pas donné plus de détails. D'après la *BBC*, la tentative de perturber les Jeux pourrait avoir été décidée

en représailles à l'exclusion de la Russie des événements sportifs, pour infractions aux règles sur le dopage. Le gouvernement britannique a déclaré que le service chargé de la cybersécurité au sein du GRU avait également ciblé les Jeux olympiques d'hiver de 2018 en Corée du Sud, en se faisant passer pour des pirates nord-coréens et chinois. Le GRU aurait ciblé les diffuseurs ou encore les officiels des JO. Il aurait diffusé des logiciels malveillants conçus pour effacer les données des systèmes informatiques des Jeux. Le département américain de la Justice a déclaré lundi que six officiers du GRU avaient été inculpés pour avoir orchestré une série de cyberattaques dans différents pays, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Ukraine.
(Radio Japon international, le 20-10-2020)

Trois officiers supérieurs taïwanais soupçonnés d'espionnage au profit de la Chine...
Le général de division Yue Chih-chung, le colonel Chang Chao-jan et le colonel Chow Tien-tzi ont été auditionnés par des procureurs pour une affaire d'espionnage au profit de la Chine populaire la nuit dernière. Ce matin, à l'issue de l'audition, Chang Chao-jan a été placé en garde à vue tandis que les deux autres ont été libérés en échange d'une caution de 150 000 dollars taïwanais (4 418 euros). La nuit dernière, devant le bureau des procureurs de Taipei, Chang Chao-jan a affirmé devant les médias qu'il avait été le premier espion travaillant en Chine pour le gouvernement taïwanais et qu'il avait été envoyé à Pékin durant la manifestation étudiante sur la place de Tien'anmen en mai 1989. Mais selon les enquêteurs, les trois hommes auraient rencontré à plusieurs reprises des agents chinois du renseignement, d'abord en 2013 puis entre 2016 et 2019, et leur auraient remis des documents. Les procureurs ont perquisitionné les domiciles des trois accusés hier avant de les auditionner, ainsi que cinq témoins.
(Radio Taïwan international, le 21-10-2020)

Moscou et Téhéran auraient tenté d'influencer des électeurs américains, selon John Ratcliffe...
Le directeur du renseignement américain a accusé mercredi soir la Russie et l'Iran d'avoir mis la main sur les données de certains électeurs américains et d'avoir entrepris des actions pour les influencer à l'approche de la présidentielle du 3 novembre. « Moscou et Téhéran ont entrepris des actions spécifiques pour influencer l'opinion publique en lien avec notre élection. Nous avons pu confirmer que des informations sur les listes électorales avaient été obtenues par l'Iran et séparément par la Russie » a affirmé John Ratcliffe, lors d'une conférence de presse. M. Ratcliffe et le directeur du FBI Christopher Wray qui se tenait à ses côtés n'ont pas expliqué comment la Russie et l'Iran avaient mis la main sur ses données. Ils n'ont pas précisé comment Moscou pourrait s'en être servi.
(La voix de l'Amérique, le 22-10-2020)

Pékin accuse les services de renseignement australiens d'être à l'origine d'une campagne de désinformation anti-Chine...
De plus en plus de preuves montrent que le Service australien de renseignement et de sécurité (ASIO) est le sournois commanditaire de la paranoïa croissante sur la prétendue influence étrangère chinoise en Australie. Un flot de fuites opportunes de documents secrets, des informations journalistiques provenant de sources ASIO anonymes et des preuves d'une coordination flagrante entre l'agence d'espionnage, les médias et le gouvernement, ont reflété comment la campagne de désinformation anti-Chine a détruit les relations entre les deux pays, et comment l'alliance d'espionnage *Five Eyes*, dominée par les États-Unis et le Royaume-Uni, s'est ingérée en Australie par le biais de l'ASIO pour entraîner l'Australie dans une stratégie néoconservatrice anglo-américaine pour affronter la Chine. Le texte ci-dessus provient d'une série de rapports, intitulée *The China Narrative*, publiée récemment par l'*Australian Alert Service*, la publication hebdomadaire du Parti des citoyens australiens. Les rapports dénombrent un grand nombre de faits et révèlent comment l'ASIO a utilisé divers moyens pour créer des opinions publiques anti-chinoises et saper les relations sino-australiennes. Ces dernières années, l'ASIO est souvent apparue dans les médias, un facteur majeur dans la détérioration des relations entre les deux pays. Le rapport du Parti civique australien mentionne que l'ASIO utilise un petit groupe d'universitaires, de journalistes, de groupes de réflexion et de politiciens pour influencer l'opinion publique, y compris l'écrivain Clive Hamilton, le député Andrew Hastie, le journaliste Nick McKenzie, ancien conseiller du Premier ministre australien John Garnot et autres. Ils ont cité des contenus non vérifiés comme preuves d'attaque contre la Chine. Cela a conduit les Australiens à être bombardés de fausses informations et le comportement du public a été manipulé en conséquence. Ces personnes exagèrent hystériquement la menace posée par la Chine en Australie, mais dissimulent le fait que la

politique étrangère et la politique pour la Chine de l'Australie sont, en fait, contrôlées par l'ASIO et la *Five Eyes Alliance* composée d'organisations de renseignement des États-Unis, de Grande-Bretagne, du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. *Australian Alert Service* a également révélé qu'un groupe des gens entourant l'ASIO avait diffusé des idées anti-chinoises de diverses manières ces dernières années. L'écrivain Clive Hamilton a publié *Silent Invasion*, *Hidden Hand* et d'autres livres pour exagérer la théorie de menace de la Chine et susciter les craintes du public envers la Chine. John Garnaut, conseiller de l'ancien Premier ministre australien Malcolm Turnbull et journaliste en Chine de l'ancien *Fairfax media*, a corédigé des rapports avec l'ASIO, qui ont influencé l'attitude diplomatique de Turnbull envers la Chine et ont promu l'adoption de la loi anti-ingérence étrangère par le Parlement australien en 2018. *Australian Alert Service* a conclu dans une série de rapports que l'Australie est principalement responsable de la détérioration des relations entre l'Australie et la Chine ces dernières années, et les principaux coupables sont l'Agence d'espionnage nationale australienne ASIO et la *Five Eyes Alliance*. Chen Hong, directeur du Centre d'études australiennes de l'Université normale de Chine orientale, a déclaré le 29 au journaliste du *Global Times* que l'ASIO avait été particulièrement féroce dans les activités anti-chinoises en Australie ces dernières années et qu'elle avait infléchi la mise en œuvre d'une série de politiques australiennes envers la Chine. En plus de préconiser une position plus forte contre la Chine, l'ASIO manipule et mobilise certains groupes de réflexion et de médias dans les coulisses pour discréditer la Chine et la communauté chinoise en Australie. En tant que l'un des membres les plus actifs de la *Five Eyes Alliance*, les agences de renseignement australiennes sont des pions dans la stratégie des États-Unis de contenir et de réprimer le développement pacifique de la Chine. La myopie et l'intérêt personnel de l'ASIO ont détruit la relation de coopération à long terme entre la Chine et l'Australie.
(Radio Chine internationale, le 22-10-2020)

Sanctions européennes à l'encontre du chef des services de renseignement militaires russes et un de ses officiers...
L'Union européenne a annoncé avoir sanctionné deux officiers des services secrets russes pour leur implication présumée dans la cyberattaque contre le parlement allemand, le Bundestag, au printemps 2015. Le Conseil européen a précisé qu'une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne et un gel des avoirs avaient été décidés à l'encontre du chef des services de renseignement militaires russes et un de ses officiers, Dimitri Badin. Les services de renseignement russes en tant qu'entité se voir également imposer un gel des avoirs.
(Deutsche Welle, le 23-10-2020)

… MILITAIRE …

Début de *SLINEX-20*, des manœuvres navales conjointes indo-sri-lankaises...
Le 8e exercice conjoint annuel entre les marines indienne et sri-lankaise *SLINEX-20* débutera aujourd'hui au large de la côte de Trincomalee. L'exercice de trois jours se poursuivra jusqu'au 21 octobre. La marine sri-lankaise sera représentée par les navires de la marine de Sri Lanka, *Sayura* et *Gajabahu*, dirigés par le vice-amiral Bandara Jayathilaka, commandant de la flotte navale du Sri Lanka. Les corvettes *ASW Kamorta* et *Kiltan* de construction indigène sous le commandement du vice-amiral Sanjay Vatsayan, officier général commandant la flotte de l'Est, représenteront la marine indienne. Le ministère de la Défense a déclaré que l'hélicoptère léger avancé de la marine indienne et l'hélicoptère *Chetak* embarqués à bord des navires de la marine indienne, et l'avion de patrouille maritime *Dornier* participeront également. *SLINEX-20* vise à améliorer l'interopérabilité, à améliorer la compréhension mutuelle et à échanger les meilleures pratiques et procédures pour des opérations maritimes à multifacettes entre les deux marines.
(All India Radio, le 19-10-2020)

Nouveau tir de test réussi pour le missile de croisière supersonique indien *Brahmos*...
Brahmos, le missile de croisière supersonique a été testé avec succès dimanche depuis le destroyer furtif de la marine indienne *INS Chennai*, frappant une cible dans la mer d'Oman. Le missile a atteint la cible avec succès et une précision extrême après avoir effectué des manœuvres de haut niveau et extrêmement complexes. Le ministre de la Défense Rajnath Singh a félicité l'Organisation de recherche et de développement pour la défense (DRDO) et la marine indienne pour le lancement réussi. Le secrétaire du Département de la recherche et du développement pour la défense et le président de la DRDO, le docteur G. Satheesh Reddy, ont félicité les scientifiques et tout le personnel de la DRDO, de

BrahMos, de la marine indienne et de l'industrie pour cet exploit réussi. Le président de la DRDO, le docteur Reddy, a déclaré que les missiles *Brahmos* augmenteraient les capacités des forces armées indiennes de plusieurs manières.
(All India Radio, le 19-10-2020)

L'Australie participera aux prochaines manœuvres navales internationales *Malabar-2020*...
L'Australie se joindra à l'exercice naval *Malabar* auquel participent l'Inde, les États-Unis et le Japon. Le ministre australien de la Défense, Linda Reynolds, a déclaré que l'exercice *Malabar* est une occasion importante pour la force de défense australienne. Elle a ajouté que l'exercice démontre la profonde confiance entre quatre grandes démocraties de l'Indo-Pacifique et leur volonté commune de travailler ensemble sur des intérêts communs en matière de sécurité. L'exercice naval annuel *Malabar-2020* devrait avoir lieu dans le golfe du Bengale et la mer d'Oman plus tard dans l'année. Cette année, l'exercice a été planifié sur un format « sans contact en mer ». Les participants de l'exercice *Malabar-2020* s'engagent à améliorer la sécurité et la sûreté dans le domaine maritime. Ils soutiennent collectivement un Indo-Pacifique libre, ouvert et inclusif et restent attachés à un ordre international fondé sur des règles. La série d'exercices navals *Malabar* a débuté en 1992 sous la forme d'un exercice bilatéral entre la marine indienne et la marine américaine, et le Japon s'est joint à l'exercice naval en 2015.
(All India Radio, le 20-10-2020)

… L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES …

Washington annonce la vente à Taïwan pour 1,8 milliard de dollars de systèmes d'armes...
Aux États-Unis, le gouvernement du président Donald Trump a décidé de vendre à Taïwan des systèmes d'armes pour une valeur qui pourrait atteindre environ 1,8 milliard de dollars. Le gouvernement américain en a informé le Congrès mercredi. Il s'agit notamment de missiles d'attaque terrestre transportés par des avions de chasse, de lance-roquettes d'artillerie à bord de camions et de nacelles de détection externe pour les avions. La Chine multiplie ses activités militaires dans les zones proches de Taïwan depuis le début de l'année. En réponse, Washington a déployé des navires de guerre dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale, où les revendications chinoises sont importantes. Avec ce projet de vente de nouveaux systèmes d'armes à Taïwan, l'administration Trump renforce la pression sur la Chine.
(Radio Japon international, le 22-10-2020)

Le gouvernement américain a annoncé une nouvelle vente de trois lots de systèmes d'armes à Taïwan, d'une valeur d'1,8 milliard de dollars américains. Le premier lot comprend, pour un peu plus d'un milliard, 135 missiles *AGM 84H SLAM ER*, des missiles de croisière air-sol, quatre missiles *AGM-84H SLAM ER*, et 12 missiles *CATM-84H*. Le deuxième lot, de 436,1 millions de dollars, concerne 11 lance-roquettes multiples *M142 HIMARS*, 64 missiles sol-sol de type tactique *M57 ATACMS*, sept véhicules de transport *HMMWVs* surblindés *M1152A1*, 11 mitrailleuses *M2040B*, et 17 systèmes de données *IFATDS*. Enfin, le troisième lot, d'une valeur de 367,12 millions, comprend notamment six nacelles de reconnaissances *MS-110* pour équiper les F-16 taïwanais. Le ministère taïwanais des Affaires étrangères a remercié Washington suite à cette annonce, la porte-parole de la diplomatie Joanne Ou affirmant que la vente renforcerait la capacité de défense de Taïwan, en accord avec le Taiwan Relations Act (TRA) et les Six Assurances. Selon le communiqué de presse de l'Agence américaine de coopération en matière de sécurité et de défense (DSCA), la vente a déjà été notifiée au Congrès mercredi. Le ministère taïwanais de la Défense a précisé que la vente doit obtenir le feu vert de ce dernier et prend normalement effet un mois après la notification.
(Radio Taïwan international, le 22-10-2020)

… CYBERESPACE ...

Le Hamas mènerait des cyberattaques depuis une base secrète située en Turquie...
L'organisation terroriste palestinienne Hamas a formé une base secrète en Turquie à partir de laquelle elle mène des cyberattaques contre ses ennemis, a rapporté vendredi le quotidien britannique *The Times*. Le quartier général est situé à Istanbul et a été créé il y a environ deux ans, ont déclaré des sources de renseignement occidentales au *Times*. La faction au pouvoir à Gaza possède un autre bâtiment officiel à Istanbul, destiné principalement à la collecte de fonds, mais qui est séparé de la

base secrète, ont-ils précisé. Selon le rapport, le quartier général spécialisé dans les cyberattaques a été créé à l'insu du gouvernement turc et est dirigé par la branche militaire du Hamas à Gaza. Les opérations sont dirigées par Samakh Saraj, membre haut placé du Hamas, qui agit sous la supervision du chef de l'organisation Yahya Sinwar.
(I24News, le 23-10-2020)

Le vol de devises étrangères serait la principale activité des hackers nord-coréens, selon John Demers...
La Corée du Nord se sert essentiellement de sa performance en piratage informatique pour dérober des monnaies étrangères, et ce serait un comportement atypique. C'est ce qu'a souligné John Demers, secrétaire adjoint chargé des questions de la sécurité nationale au département de la Justice, lors d'un séminaire en visioconférence organisé hier par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), un *think tank* américain. Selon Demers, quatre pays menacent la sécurité des États-Unis : la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord. Et il estime que le royaume ermite est le seul pays à maîtriser le hacking pour mener des cyberattaques contre des banques ou dérober de l'argent en ligne. Les trois autres s'en servent afin d'effectuer des activités d'espionnage. Toujours d'après le secrétaire adjoint à la Justice, le régime de Kim Jong-un cherche avant tout à se procurer un maximum d'argent liquide, en témoigne la cyberattaque en 2016 qui a permis à un groupe de pirates de voler 81 millions de dollars sur des comptes de la banque centrale du Bangladesh. Il estime ainsi que le cyberespace est sujet au déploiement de forces asymétriques. Autrement dit, s'il dispose de pirates bien entraînés, même un petit pays peut en tirer un grand profit. La Corée du Nord opère des vols informatiques d'argent parce qu'elle est à court de devises solides, comme le dollar américain, à cause des sanctions internationales à son encontre, estime Demers. C'est pourquoi elle a attaqué plusieurs plateformes d'échanges de cryptomonnaies pour pouvoir ensuite acheter du matériel et des équipements nécessaires pour son programme balistique et nucléaire. L'officiel américain avance même que le régime de Kim Jong-un bénéficie d'une assistance de son allié traditionnel chinois pour ses différentes opérations cybernétiques dont le blanchiment d'argent.
(KBS World Radio, le 23-10-2020)

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com

Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :
- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30